

Avant de passer au point principal qui est le mien aujourd'hui, j'aimerais vous annoncer quelque chose qui vous intéresse particulièrement - la mise en place d'un ensemble de mesures pour permettre à la Chambre de commerce de Saint-John's de vous aider dans vos efforts de marketing aux États-Unis.

Ces mesures consisteront notamment en:

L'impression du Looking South Export Opportunities Guide, compilé par la Chambre de commerce;

Dans le cadre du Programme des Nouveaux exportateurs aux États frontaliers (NEEF), l'envoi d'une mission afin d'aider les petites et moyennes entreprises à pénétrer les marchés du Nord-Est des États-Unis et à accroître leurs exportations à destination de ces marchés; et

la mise en place de mesures de soutien pour aider les participants à cette mission NEEF aux États-Unis.

Ces deux dernières mesures représentent environ 27 000 \$ qui, ajoutés à l'impression du Guide, porte la valeur totale de cette aide à 35 000 \$.

Ce n'est là de la part du gouvernement, de la Chambre de commerce et des gens d'affaires qui prendront part à ce projet, qu'un autre investissement en vue de tirer pleinement parti des avantages de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Mais je veux surtout vous parler aujourd'hui de la Constitution du Canada. Le moment est venu de rétablir les faits au sujet de certaines déclarations extrêmes, voire absurdes, du premier ministre Wells en ce qui concerne l'Accord du lac Meech et l'avenir de notre province et de notre pays.

M. Wells a fait du rejet de l'Accord du lac Meech une campagne personnelle, dans laquelle il a engagé l'entière crédibilité du gouvernement de cette province. M. Wells a tort en ce qui concerne l'Accord, et l'appel qu'il a lancé aux Terre-Neuviens afin qu'ils en fassent, avec lui, la question économique capitale à laquelle fait face notre province est extrêmement déplacée. Les dispositions de l'Accord ne sont pas capitales pour l'avenir économique de notre province. Elles sont par contre capitales pour l'avenir politique de notre pays.

Je commencerai par l'aspect national, l'unité de notre pays. Comme l'un des plus anciens hommes d'État de cette nation, Robert Stanfield, l'a déclaré le 23 octobre:

Pour le gouvernement fédéral et les provinces, appuyer l'Accord du lac Meech équivaut à ... une vision nouvelle des relations fédérales-provinciales et à la fin du débat